

Les implicites de la crise malgache de 2009 : enjeux géopolitiques et géostratégiques

Crise malgache de 2009 et intérêts exogènes

Les historiens et les politistes évalueront les deux années de crise que vient de vivre Madagascar d'abord sur des aspects endogènes : une crise cyclique caractérisée par les luttes entre groupes d'influences politiques et économiques farouchement attachés à la conquête du pouvoir et de ses prébendes, s'appuyant à tour de rôle d'une part sur une frustration et une fracture sociales avérées et, d'autre part, sur l'incapacité des gouvernements et des régimes successifs (mais est ce seulement l'unique problème des gouvernements ?) à bâtir une démocratie effective, et enfin sur l'inaptitude de ces mêmes gouvernements successifs à définir et bâtir un modèle de développement pérenne susceptible de sortir sa population d'une pauvreté et d'un sous développement endémiques.

L'autre aspect dominant de cette crise aura été l'engagement et l'implication absolus dans la crise d'une Communauté Internationale¹ partagée entre, d'une part, un camp strictement accroché à des principes de légitimité sur lesquels s'est fondé un isolement formel du pouvoir putschiste et, d'autre part, un camp tout autant attaché à un appui, de principe ou opportuniste de ce même pouvoir. Au soutien évident que certains ont apporté ou apportent encore à l'ancien dirigeant, Marc Ravalomanana, s'oppose le soutien à peine moins formel que d'autres accordent à la Haute Autorité de la Transition issue d'un coup d'Etat unanimement reconnu.

Cet affrontement n'est pas anodin. Il reflète des conflits d'intérêts exogènes : aux intérêts et à la géopolitique d'un bloc, s'opposent les intérêts et la géopolitique d'un autre bloc. Ces intérêts sont si forts, que les principaux protagonistes du drame malgache, à savoir le Président déchu Marc Ravalomanana et le président de la HAT, se prévalant de ces appuis respectifs, n'ont pu se départir de postures figées qui rendaient le consensus impossible. Ainsi, si la résolution de la crise devait idéalement être malgacho-malgache, elle devrait aussi se réaliser en prenant en compte ces jeux d'influence extérieurs et les enjeux que représente Madagascar aux yeux des différents protagonistes étrangers.

¹ La notion de C.I caractérise les participants du Groupe International de Contact (GIC) sur Madagascar, à savoir : l'Union Africaine (UA), la Commission de l'Océan Indien (COI), la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), les Nations unies (ONU), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et l'Union Européenne (UE), les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ainsi que le Japon, membre non permanent du Conseil de sécurité. C'est la seule notion qui devrait prévaloir en termes de reconnaissance internationale. En ne répondant qu'à des enjeux de propagande interne, les tentatives de reconnaissance diplomatique du pouvoir issu du coup d'Etat se sont donc fait à la périphérie de cette C.I : Syrie, Pakistan, ou Turquie - même si cette dernière est membre non permanent jusqu'au 31 décembre 2010 du Conseil de sécurité.

La France est à l'avant scène de cette crise. Sa mise en cause² comme instigatrice directe du coup d'Etat, si elle n'est pas avérée³, offrira certainement aux chercheurs et aux politologues matière à une riche thèse. Le soutien de Paris au pouvoir issu de Mars 2009 n'a jamais été officiellement exprimé, mais l'activisme permanent de l'Elysée et du Quai d'Orsay, et leurs interventions ne laissent que peu de doute sur un engagement qui ne cesse d'interpeller l'opinion malgache et internationale.

L'accommodement de la France quant à la situation, qui a irrité le Département d'Etat américain⁴, qui dérangeait les chancelleries européennes et à laquelle s'opposait farouchement le bloc africain⁵, et l'attention portée par l'ensemble de la communauté internationale à cette interminable crise malgache reflètent des enjeux qui, s'ils ont une réalité économique, relèvent aussi de problématiques tout autant géopolitiques que géostratégiques que la grande majorité des Malgaches ne mesure peut être pas pleinement.

Malgré un aveu exprimé du bout des lèvres⁶ par l'Elysée de l'illégalité de la prise de pouvoir de mars 2009, la poignée de main d'un nouvel ambassadeur à Andry Rajoelina au lendemain de son coup d'Etat, la représentation de la coopération militaire française affichée le 26 juin au grand dam des chancelleries étrangères, les déclarations de Joyandet à l'Assemblée Nationale, ou l'engagement de Kouchner qui soutenait un processus électoral que la communauté internationale réprouvait, les interventions de Bourgi émissaire africain de

2 Cette mise en cause directe par Ravalomanana lui-même dès Mai 2009, depuis l'Afrique du Sud, est largement reprise par la grande majorité des milieux intellectuels malgaches. Le professeur Adolphe Rakotomanga, pour ne citer que lui, s'est vu « inviter » pour un entretien de mise au point par l'Ambassadeur de France Jean Marc Chataignier. L'ambassadeur lui reprochait des propos tenus dans un communiqué du 27/04/2010 publié dans les Nouvelles, où il incriminait la France : il nous semble très clair à présent : les autorités françaises veulent à tout prix que la Grande Île reste française et que le futur Président (qu'elles essaient de faire élire dans des élections forcées) soit un « ami de la France ». Le même ambassadeur refusait d'admettre en février en entretien privé la montée d'un sentiment francophobe auprès des malgaches.

3 source Wikileaks : (Remi) Marechaux (conseiller de l'Elysée: ndla) denied rumors indicating that France was providing a military plane to the HAT; he said that bilateral relations were in a « gray zone, » with the new French Ambassador not yet having presented his credentials. Marechaux said that France was abiding by the EU's strictures against « no new non-humanitarian assistance, » which the EU was enforcing strictly. The GOF is trying its best not to embroil itself in the dispute over control over MADAGASCAR's embassy in Paris..

4 « Nous savons que d'autres pays évaluent actuellement leurs relations avec Madagascar, au niveau de l'aide qu'ils lui accordent. Nous trouvons que l'assistance militaire est une question particulièrement problématique et nous nous demandons pourquoi quiconque voudrait continuer à fournir une telle assistance à un régime non constitutionnel. » - Interview accordé à America.gov par le sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, M. Karl Wycoff - 15 janvier 2010

5 « Le président (Andry Rajoelina – ndr) de la Haute Autorité de transition (HAT) a été empêché vendredi (25/09/09 – ndr) de s'exprimer au nom de Madagascar devant l'Assemblée générale de l'ONU, à la suite d'une intervention des pays d'Afrique australe. Un représentant de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC - 15 pays) a soulevé une objection à l'intervention de M. Rajoelina, dont la légitimité est contestée par de nombreux pays d'Afrique. La motion a été mise au vote, lequel a été favorable à la position de la SADC ». (AFP) – 25 sept. 2009

6 Côté français, vendredi, peu après que le ministère des Affaires étrangères eut parlé de "changement de pouvoir hors normes", le président Nicolas Sarkozy, à Bruxelles pour un sommet européen, a repris l'expression de "coup d'Etat", en réclamant "des élections le plus rapidement possible", "seule façon de sortir de l'imbroglie" selon lui. - L'EXPRESS.fr, publié le 20/03/2009

l'Élysée, l'accueil de Rajoelina avant qu'il ne passe devant la Commission à Bruxelles, les interventions du quai d'Orsay auprès des Africains après le clash de l'Onu, l'activisme diplomatique appliqué à Maputo et Addis, les initiatives qui voulaient promouvoir la relance économique malgache auprès des investisseurs malgré l'illégitimité du pouvoir, etc ... sont autant d'éléments d'une longue liste de faits qui ne laisse que peu d'incertitudes quant au souci que la France a de la résolution de la crise malgache. La France n'a peut être pas été à l'origine de la mise en place du pouvoir instauré par ce coup d'Etat de Mars 2009, mais il est peu probable qu'elle ne s'en soit pas réjouie. Et pour servir ses intérêts, elle ne l'a pas rejeté comme elle avait pu le faire en 2002⁷ lors de la prise de pouvoir par Marc Ravalomanana dans des circonstances moins ambiguës du fait de la réalité de son soutien populaire à l'époque.

La fermeté de Paris face au hold up de Gbagbo en décembre 2010 interpellera aussi le lecteur attentif des événements. Que ne s'est elle exprimée de la même manière face au putsch de Rajoelina ! Deux poids, deux mesures ? Il est vrai que la place de la Côte d'Ivoire comme 1er partenaire commercial de la France au sein de la zone Franc, et le 4e en Afrique subsaharienne engage des enjeux plus cruciaux⁸.

Le lâchage de Ravalomanana

L'attachement et l'intérêt de la France pour Madagascar ne se sont jamais démentis. Les relations franco-malgaches sont empreintes d'intérêts éminemment stratégico-politico-économiques mais aussi d'une dualité affective ambiguë⁹ qui voit la France surnommée « reny malala » (la mère chérie) par les malgaches eux-mêmes. Mais, marque de l'importance de la Grande Ile dans le jeu géopolitique et la diplomatie de la Métropole, on a vu se succéder

7 le 6 Mai 2002, l'ensemble du corps diplomatique, à l'exception de la France était présent à Mahamasina pour l'investiture de Marc Ravalomanana. Le 26 Juin la France était absente des cérémonies de la fête nationale, et ne se décide que le 3 juillet à reconnaître le pouvoir en dépêchant sur place Dominique de Villepin. Au regard de cela, quant à la crise de 2009, après 8 mois de vacance de la représentation française due au « renvoi » de l'Ambassadeur Le Lidec en Juillet 2008, le nouvel ambassadeur Jean Marc Chataignier, arrive à Antananarivo le 18 Mars 2009, soit le lendemain du coup d'Etat. Il rencontre Andry Rajoelina le 19 Mars.

8 Les grands groupes français traditionnellement présents en Afrique sont pour la plupart actifs en Côte d'Ivoire au travers de filiales. On dénombre environ 140 filiales françaises qui emploient près de 40000 personnes et quelque 500 PME françaises de droit local, soit la plus forte implantation française en Afrique sub-saharienne. Le chiffre d'affaires des entreprises françaises, filiales, à participation ou de statut local installées dans le pays représente environ 30% du PIB et 50% des recettes fiscales (source mission économique française en Cote d'Ivoire)

9 « Les Malgaches attachent une importance particulière aux points de vue des Français, avec lesquels les relations s'inscrivent très souvent encore dans le registre des affects. Ces rapports sont en effet d'une grande ambiguïté. Quelque part, la France reste la Reny Malala (la Mère chérie) ; c'est en priorité vers elle que l'on se tourne lorsqu'il s'agit de s'adresser à la communauté internationale, sans négliger le fait qu'une forte communauté malgache vit en France. On suppose également que le sort de la grande île continue à la préoccuper. Mais on souhaite par ailleurs rompre complètement avec le passé colonial. » Faranirina V. Rajaonah – Les Imaginaires de l'Etranger dans la crise malgache - mai 2002. Publié dans Politique Africaine

dans la capitale malgache depuis l'indépendance quelques grands noms de la diplomatie africaine de la France : de Maurice Delaunay (1972-1975) à Gildas Le Lidec(2008), l'ambassade de France à Antananarivo semble être un passage obligé des grandes figures de la diplomatie française. Les effectifs de l'ambassade de France à Antananarivo mettent d'ailleurs, cette délégation à « mission élargie »¹⁰ au 8ème rang ¹¹ des représentations françaises dans le monde. Sans qu'il soit nécessaire de retracer l'histoire de leurs relations, depuis la colonisation à l'indépendance puis de la phase néo-coloniale qui a suivi jusqu'à la période récente, pour caractériser la force des liens entre Paris et Antananarivo, on se réfèrera simplement au Document Cadre de Partenariat 2006-2010. Cet accord cadre re-formalisait les grandes lignes de la coopération française et caractérisait le souci que la France avait du développement de Madagascar. A travers ce document la France reconnaissait formellement à l'époque, à l'instar de l'ensemble des institutions internationales, la pertinence et les avancées de l'action du gouvernement Ravalomanana quand elle ne les louait pas... C'était en 2006...

2007 a vu en France une élection présidentielle qui a mis un nouveau pouvoir à Paris. La rupture s'est faite, mais pas nécessairement dans le sens où on aurait pu l'espérer à la lecture des déclarations du Président Sarkozy, lors de son élection, qui disait vouloir une autre politique africaine. Une Real Politik empreinte de néo-libéralisme a depuis repris ses droits sur les discours de grands principes. Ainsi, après avoir vu son prédécesseur Jean-Marie Bockel, qui énonçait "*signer l'acte de décès de la Françafrique*", écarté à la demande d'un Bongo irrité, le nouveau secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie, Alain Joyandet, déclarait, lui, le 19 juin 2008, « *[la France] doit défendre ses parts de marché* » et « *se repositionner sur le continent africain .* »

En se greffant sur cette position officielle, l'exaspération des acteurs économiques de nationalité française installés à Madagascar, qui ne supportaient plus la concurrence déloyale du Président entrepreneur, ne pouvait que sceller le sort du dirigeant malgache alors en place. Ces acteurs, ancrés sur « un tout sauf Ravalomanana » dans un rejet du personnage tout aussi absolu que celui de ses opposants politiques, issus en particulier des grandes familles malgaches, ont véritablement diabolisé le Chef d'Etat entrepreneur. C'est cette diabolisation, relayée par les réseaux de l'Elysée, qui a probablement donné le « la » de la position d'un gouvernement français, trop facilement convaincu du bien fondé du renversement de l'ancien dirigeant et de la crédibilité de ses auteurs.

10 les ambassades du réseau diplomatique français sont définies entre trois formats types : les ambassades de plein exercice à mission élargie (39), celles à mission prioritaire (90)et celles à mission spécifique « de veille »(31)

11 dans l'ordre : Etats-Unis, Royaume uni, Allemagne, Espagne, Italie, Maroc, Sénégal, Madagascar

Ceci expliquant cela, le contentieux de 2002 entre Ravalomanana et la France, laquelle à l'époque avait traîné des pieds pour reconnaître le nouveau pouvoir, avait par ailleurs laissé s'installer entre ces deux protagonistes des rancœurs et une effective méfiance mutuelle. S'est enfin rajoutée à cela l'irritation des diplomates du Quai d'Orsay quant à l'expulsion, incompréhensible à leurs yeux, d'un de leurs plus brillants émissaires, l'ambassadeur Gildas le Lidec. Tous ces points de friction ne devaient mener qu'à la rupture du fait des maladresses et exactions de l'un et des analyses approximatives de l'autre. Le président Sarkozy reconnaissait ainsi du bout des lèvres à propos de la prise de pouvoir de Rajoelina « *Il s'agit bien d'un coup d'Etat ... Mais, l'ancien président avait quand même des choses à se reprocher* ».

La question reste alors : à quoi doit t on donc le lâchage de Ravalomanana par la France ? A quoi doit-on l'engagement de Paris dans la crise malgache ? Serait ce pour satisfaire d'obscurs schémas de géopolitique ou de géostratégie ? Serait ce au souci de préservation des ressources du futur ? Serait au souci de sauvegarde d'intérêts économiques locaux de certains français et bi-nationaux ? Serait ce à l'activisme d'une certaine « Françafrique » ? Serait ce aux appétits de lobbys opportunistes sherpas de la HAT? Ou serait ce aux exigences d'une guerre économique sur les marchés que se livrent les grandes entreprises dans le jeu de la Mondialisation ? Un peu de tout cela, assurément.

Des enjeux géostratégiques ?



Pour les pays d'Asie du Nord-Est, l'océan Indien, principal lieu de transit des flux commerciaux de ces pays, définit de vifs enjeux de puissance. La zone Ouest de l'Océan Indien, en particulier, constitue une voie de transit obligée, d'une part, des flux d'exportations de l'Orient et de l'extrême Orient vers les marchés occidentaux, d'autre part, des flux pétroliers du Moyen Orient vers l'Occident et, enfin, des flux d'importation de matières premières des pays émergents.

Si les puissances asiatiques sont ainsi directement concernées par la sécurisation et l'équilibre de la région, les grandes nations occidentales telles que les États-Unis¹² et la France y sont aussi sensibilisées¹³. L'engagement de tous ces pays¹³ dans la lutte contre la piraterie somalienne peut en paraître le reflet¹⁴. Mais celui-ci n'est qu'une image de surface. L'analyste

12« Dans un récent éditorial, Henry Kissinger (ex-secrétaire d'État et conseiller des présidents Nixon et Ford en matière de sécurité nationale) a appelé cela un « transfert du centre de gravité des affaires internationales de l'Atlantique au Pacifique et à l'océan Indien ». La CIA a identifié la montée de la Chine et de l'Inde et l'émergence de nouveaux centres économiques comme des forces de transformation du paysage mondial »- America-gov-interview de directeur de l'agence centrale de renseignements (CIA) des États-Unis, M. Michael Hayden.

13 L'océan Indien : un enjeu pour les puissances asiatiques –Barthélémy COURMONT - Regard de Taiwan n°10 – IRIS – Juillet 2010

14 « la coalition maritime multinationale -opération Atalante de l'Union européenne, opération « Bouclier océanique » de l'OTAN et coalition navale du Groupe 151, qui regroupe 25 pays sous la direction des États-Unis » avec laquelle a accepté de collaborer la Chine - rapport du Conseil Sécurité N.U. 6417^{ème} séance

américain Robert Kaplan ¹⁵ énonce la thèse d'une montée en compétition imminente d'une rivalité exacerbée entre l'Inde, la Chine et les Etats-Unis pour le contrôle de l'Océan Indien pour les raisons suivantes :

- 1) le volume des échanges commerciaux sur les lignes de communication entre l'occident, le Moyen Orient et l'Asie, déjà important, doit encore connaître une croissance massive au cours des prochaines décennies.
- 2) A l'image de la course aux armements navals entre l'Angleterre et l'Allemagne avant la 1ere guerre mondiale, la Chine dont la puissance militaire ne cesse de s'accroître, risque de ne pas laisser aux Etats-Unis le soin de sécuriser ses échanges maritimes.
- 3) La lutte pour la suprématie aérienne et navale caractériseront domineront les stratégies des grandes puissances avec en particulier la Chine, le Japon et l'Inde qui disputeront aux Etats-Unis le leadership militaire dans la région.
- 4) La Chine utilise et utilisera ses relations avec des régimes douteux pour bâtir un chapelet de bases navales autour de l'Océan Indien. L'Inde tente d'y faire face en développant sa propre puissance navale et aérienne et en étendant ses relations militaires et sa coopération avec les USA et le Japon.

Que les Etats Unis développent (de longue date) des infrastructures navales et tactiques majeures à Diego Garcia, qui sert par ailleurs de base arrière stratégique sur laquelle ils fondent leur présence, leur influence et leurs interventions du Moyen Orient au Pakistan pour la sécurisation du Golfe Persique, illustre bien évidemment cet enjeu.

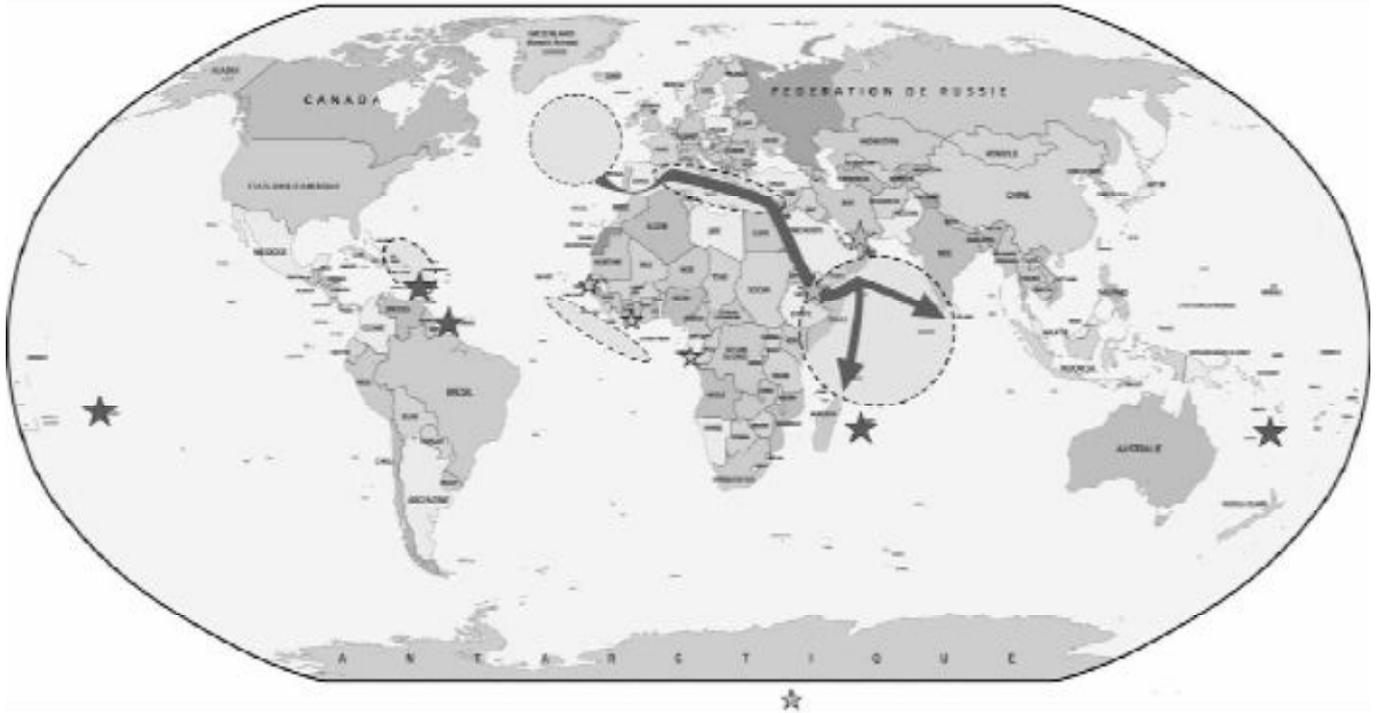
La France peut elle pour autant se désintéresser de la région et déléguer aux seuls USA la puissance d'intervention sur la zone et sa sécurisation ? Certainement pas. Ce serait la réduire au rang de nain stratégique, avec les impacts politiques et économiques que cette « démission » occasionneraient. C'est bien le souci de laisser à la République une certaine capacité d'intervention tactique qui pousse le gouvernement français à *examiner la question de la mise en œuvre d'un deuxième porte-avions permettant d'atteindre une disponibilité à 100 % de la capacité du groupe aéronaval*¹⁶. Et c'est bien sur la zone Océan Indien que s'exercera prioritairement cette puissance d'intervention.

Au total une dizaine de pays participent à l'opération Atalante. Actuellement, 9 nations apportent une contribution opérationnelle permanente à l'opération : les Pays-Bas, l'Espagne, l'Allemagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Suède, la Belgique et le Luxembourg. Plus d'une vingtaine de bâtiments et aéronefs participeront à l'opération européenne [...] – EMA. Ministère de la Défense. 12/07/2010.

15 Robert Kaplan – Center Stage for the twenty first century. Foreign Affairs – Février 2009

16 livre blanc de la défense et de la sécurité nationale 2008. Page 214. Ce projet semble désormais s'orienter, pour des raisons de contrainte budgétaire, vers un projet en coopération franco-britannique

Le document Livre Blanc de la Défense Nationale et de la Sécurité de 2008 définit : «[...] Les moyens militaires de la France doivent éviter la dispersion¹, pour pouvoir agir de façon ramassée et concentrée sur les lieux où nos intérêts peuvent être mis en cause. Nos capacités d'intervention doivent donc entrer dans une logique de concentration sur **des axes géographiques prioritaires**, couvrant de manière réaliste les hypothèses de déploiement ou d'emploi des forces. [...]



L'axe principal épouse les contours des risques les plus lourds, de l'Atlantique jusqu'à la mer d'Oman et à l'océan Indien, à partir duquel des extensions de présence vers l'Asie sont possibles.[...] À cette fin, notre dispositif devra comprendre, à terme, une présence sur la façade atlantique du continent africain, une sur sa façade orientale, un ou deux points d'appui dans le golfe Arabo-Persique et un dans l'océan Indien ».

Cette carte qui décrit l'axe stratégique majeur Océan Atlantique - Océan Indien, tirée du dit Livre Blanc de la Défense Nationale, illustre parfaitement l'engagement de la France et son intérêt stratégique pour la région. Certains affirmeront certainement que les bases de La Réunion, de Mayotte, d'Abou Dhabi, et des Iles Eparses satisfont à cet objectif et que Madagascar ne présente, de fait aucun intérêt stratégique majeur. Comment cependant douter que Paris puisse souhaiter ne pas avoir à affronter un gouvernement si ce n'est hostile, tout au moins susceptible d'alliance « contre nature » au centre même¹⁷ de son dispositif.

¹⁷ quand à voir Madagascar au centre de ce dispositif voir à ce sujet la carte <http://www.defense.gouv.fr/ema/forces-prepositionnees/ocean-indien/dossier/zone-maritime-de-l-ocean-indien> -

Ces enjeux de puissance ne se font plus sur la base de relations néo-coloniales, ni même seulement économiques. Mais ils exigent de préserver des zones d'influence sur la base de relations privilégiées. Par ailleurs, si les politiques budgétaires de la France ont imposé des réductions des effectifs et l'abandon des Bases Françaises (à l'exception d'une base sur la face occidentale de l'Afrique et de Djibouti, la base du Sénégal venant elle-même d'être restituée), les moyens ont été redéployés d'une part vers la puissance de renseignement¹⁸ et d'autre part vers des logiques d'influence politique, parce que ces enjeux de géostratégie l'exigeaient.

Ici, ce n'est pas seulement sa présence en Afrique qu'il s'agit de faire perdurer, c'est aussi sa place de puissance majeure au sein d'une Europe qui reste à bâtir qu'il s'agit de défendre et de légitimer.

Face aux velléités de revendication de son territoire marin émises par Madagascar, qui par ailleurs pourrait s'allier dans ce sens avec le Mozambique¹⁹, Paris avait intérêt à s'assurer la bienveillance d'un gouvernement malgache pour la sauvegarde de ses intérêts géostratégiques. En dernier ressort, l'implantation par l'Inde d'une station d'écoute et d'observation au Nord de Madagascar²⁰ ne pouvait qu'inquiéter Paris et fondait encore plus son attachement à la préservation de la Grande Ile dans sa sphère d'influence. En soi, la présence française sur un arc Abou Dhabi, Djibouti, Mayotte, Iles Eparses, trace une ligne de défense symbolique entre l'Asie et un continent africain dont le développement reste le futur

EMA - Ministère de la Défense – Juillet 2010 qui définit au sein du dispositif ALINDIEN la zone de couverture des FAZSOI (Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien)

18 On n'oubliera pas non plus dans ce contexte, que se sont établies à Mayotte, comme à La Réunion des stations d'écoute satellitaires qui veulent faire le pendant sur la zone des capacités d'écoute américaines du réseau Echelon.

19 « Contestant que Mayotte soit française, la République des Comores conteste la ZEE mahoraise. Contestant que les îles Éparses soient françaises, l'île Maurice conteste la ZEE réunionnaise à cause de Tromeli, et Madagascar et le Mozambique la ZEE des îles du canal de Mozambique. Ce dernier point est certainement le plus chaud auquel la France se trouve confrontée. Si par hasard, des hydrocarbures sont découverts dans le plateau continental du canal de Mozambique, la diplomatie – sauf à ce que notre pays abandonne généreusement ses prétentions – aura bien du mal à prévenir les bruits de bottes ». Dans *Politique maritime - Le contentieux de délimitation des droits territoriaux en mer* - Bernard Dujardin (Vice-président de l'Institut Français de la Mer) - dans *Politique maritime - Le contentieux de délimitation des droits territoriaux en mer – Revue de la mer N° 484*

20 Indian Navy Activates Listening Post, Monitoring Station in Madagascar, Indian Ocean India has activated its first listening post on foreign soil that will keep an eye on ship movements in the Indian Ocean. A key monitoring station in northern Madagascar, complete with radars and surveillance gear to intercept maritime communication, was quietly made operational earlier this month as part of Indian Navy's strategy to protect the country's sea lanes of commerce.

The monitoring station, under construction since last year when India took on a lease from Antananarivo, will link up with similar naval facilities in Kochi and Mumbai to gather intelligence on foreign navies operating in the region. "A naval asset with limited anchoring facilities has been activated. It will facilitate possible maneuvers by the navy in the region," a ministry official said.

While the station will also monitor piracy and terrorist activities, its primary aim is to counter the growing Chinese influence in the Indian Ocean Region. The station is India's first in southern Indian Ocean that is gaining importance due to increasing oil traffic across the Cape of Good Hope and the Mozambique Channel route preferred by super tankers.- <http://www.india-defence.com/reports-3453-2007-07-18>

Ces demandes pourraient élargir ce territoire jusqu'à 350 miles des côtes. Ainsi, autour de Mayotte et des îles éparses²³, possessions françaises que Madagascar revendique de longue date²⁴, est tracé un territoire couvrant les 2/3 du Canal de Mozambique. Ce qui fait quasiment du dit Canal une possession de la France. Ces zones écologiques à la biodiversité préservée, recèlent toutefois des richesses jalouées : en pêche (des accords de pêche ont été établis entre la France et Madagascar)... mais aussi, en ressources minérales en eaux profondes²⁵. Et bien évidemment en pétrole²⁶.

Le « rattachement » de ces Iles Eparses à l'Administration française s'est « curieusement » opéré juste au moment de l'Indépendance de 1960. Il relevait bien sûr de l'enjeu géostratégique qu'offrait leur situation sur la route maritime, on l'a dit essentielle, entre l'Asie, le Moyen-Orient et l'Occident. Le général De Gaulle réfutera violemment lui-même toute prétention de souveraineté de Madagascar sur ces territoires et interdira à ses diplomates toute concession, tout accord susceptible de permettre à Madagascar d'affirmer de quelconques prétentions territoriales sur ces îles. Aucun accord de frontalité n'a ainsi pu être établi entre la France et Madagascar en raison des revendications malgaches²⁷. Le statut de ces « possessions françaises a été par contre établi de manière particulière pour que le droit s'y appliquant ne soit pas le droit communautaire Européen²⁸.

23 l'île Bassas-da-India, les îles Glorieuses, l'île Juan-de-Nova et l'île Europa revendiquées par Madagascar, l'île Tromelin revendiquée par Maurice ; Sur Tromelin un accord-cadre signé le 7 juin dernier avec Maurice met en place des mesures de cogestion sur la pêche, la préservation de la biodiversité et les recherches archéologiques.

24 Le cas des Iles éparses est le seul conflit extérieur que connaisse la Grande Île : "Madagascar claims Bassas da India, Europa Island, Glorioso Islands, and Juan de Nova Island (all administered by France); the vegetated drying cays of Banc du Geyser, which were claimed by Madagascar in 1976, also fall within the EEZ claims of the Comoros and France (Glorioso Islands, part of the French Southern and Antarctic Lands) - CIA World Book

25 « Enjeux géopolitiques et économiques pour l'accès, dans les décennies à venir, aux matières premières à l'échelle mondiale : Cela s'inscrit depuis quelques années dans un contexte de concurrence avec les pays émergents à forte croissance (Chine, Inde,...). La France dispose du potentiel pour mener à bien les recherches scientifiques et développer les technologies pour l'accès aux ressources minières profondes, dont la mise en oeuvre pourrait à terme jouer un rôle dans la sécurisation de l'approvisionnement de l'Europe en matières premières minérales. Les enjeux sont également liés à la valorisation de la ZEE française et de son extension qui fait suite au programme Extraplac » - Communiqué de Presse Bureau de la Recherche géologique et Minière (BRGM) français du 6 septembre 2010 - <http://www.brgm.fr/AgendaNews/dcenewsFile?ID=1181>

26 « En mai 2005 une autorisation de prospections préalables a été accordée autour de l'île de Juan de Nova qui fait partie des Iles Eparses (petites îles sous juridiction française situées au large de Madagascar, dans le Canal du Mozambique). Une campagne d'acquisition de données sismiques, qui concerne aussi le plateau continental malgache, s'est déroulée au dernier trimestre de cette année (campagne 2D non exclusive enregistrée par TGS NOPEC). Cette région suscite actuellement l'intérêt de plusieurs compagnies qui ont obtenu des permis à Madagascar et au Mozambique » Secrétariat général de la Mer (sgmer). 25 novembre 2010 – Sur « exploitation des ressources non halieutiques » - http://www.sgmer.gouv.fr/article.php?id_article=24

27 Déclaration du Général de Gaulle : « Je mets en garde le Quai d'Orsay pour n'importe quelle emprise de Madagascar sur les îles et îlots français avoisinants. Cela ne se justifie d'aucune manière et risque d'entraîner des inconvénients. Les îles et îlots peuvent revêtir pour nous une importance réelle, notamment en ce qui concerne nos expériences atomiques. Je n'approuve donc pas qu'on introduise Madagascar en quoi que ce soit qui se passe dans ces îles, notamment en ce qui concerne la météo[9]. » (Pierre Caminade, Comores-Mayotte : une histoire néocoloniale)

28 De 1960 à 2005, ces territoires n'ont été rattachés à aucune région, département ou collectivité territoriale. Leur administration est transférée en 2005 à l'administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises, et

Qui a dit que les Terres Australes et le Canal de Mozambique n'avaient aucun intérêt stratégique ? Certainement pas l'administration qui a tout fait pour qu'on ne puisse pas contester leur rattachement à la France.

Alors quand viennent se greffer dessus d'autres enjeux ... géopolitiques en particulier...

Des jeux de géopolitique ...

La géopolitique est une partie d'échecs au cours de laquelle chaque position prise permettra de négocier un échange de pièces.

01 Juin 2010 : Sommet de Nice. Le président Sarkozy déclare : « depuis le retrait à la présidentielle de Andry Rajoelina les positions de la France, la Sadc et l'Afrique du Sud se sont extrêmement rapprochées ». Jacob Zuma d'ajouter " Le président Sarkozy a certainement raison. On se rapproche d'une solution. on est confiant de voir le problème se résoudre rapidement "

Cet échange caractérise quant à la crise malgache les rivalités de deux acteurs majeurs : à la géopolitique française, s'opposent les intérêts et la géopolitique d'un pays africain en particulier : La république Sud Africaine. Au soutien formel de Zuma à Ravalomanana s'oppose le soutien à peine moins formel de la France au pouvoir d'Andry Rajoelina. « ... les positions de la SADC et de la France sont PRESQUE en harmonie » disent ils. Le point d'achoppement restant probablement, quant à la résolution du conflit malgache, la question du retour du Président déchu Marc Ravalomanana.

Et la résolution de la crise passera, bien qu'il soit irritant de l'imaginer, par l'aval conjoint de Paris et de Prétoria sur la base d'une négociation entre les deux puissances. qui se mettront d'accord sur le dos des protagonistes... On l'imagine aisément.

Au premier chef le rêve, la vision d'une Communauté africaine ou d'un ensemble économique et politique SADC-COMESA établi sur le modèle de la Communauté Européenne, qui conférerait à la région une puissance au rang des plus grandes, définit probablement l'ambition de l'Afrique du Sud : Zuma rêve faire de la RSA le moteur d'une Union Economique et Politique Régionale comme l'ont été l'Allemagne ou la France pour l'Europe. Dans ce sens, le panafricanisme convaincu de Ravalomanana et sa vision de l'intégration de Madagascar dans cet ensemble régional, justifie à lui seul le soutien que Zuma

restent de fait en dehors de l'Union européenne. Le droit s'y appliquant n'est donc pas le droit communautaire européen mais celui des Terres australes et antarctiques françaises.

lui apporte (encore), au regard de l'irrespect de Rajoelina des institutions africaines, et son alignement sur les intérêts de la France. Ici, le conflit est plus idéologique qu'on ne l'a imaginé : alignement panafricain et régional contre alignement francophile. Et le poids de ce bloc panafricain s'est avéré lors du fiasco de Rajoelina à l'ONU.

L'Afrique du Sud avec sa place nouvellement acquise au G20 est désormais un acteur majeur avec lequel Sarkozy, qui présidera le dit G20 en 2011, doit désormais négocier dans le jeu d'alliances et de tractations qui se tiennent au sein de l'organisation et dans l'ambition sarkozienne d'une réforme de la gouvernance mondiale. L'envergure économique de la nation arc en ciel en fait bien évidemment un partenaire à ménager avec précaution. Il était ainsi impossible de risquer le courroux de la RSA en invitant Andry Rajoelina à Nice, ceci caractérisant le poids de Zuma dans le jeu Africain.

Les ambitions Onusiennes de l'Afrique du Sud, à l'aune des négociations actuelles pour la réforme du Conseil de sécurité (référence) et de la représentation de l'Afrique au sein de l'organisation - élargissement du Conseil à au moins un membre permanent avec droit de veto issu du continent africain - caractérisent un autre élément du jeu diplomatique actuel. Le soutien que laisse miroiter Sarkozy quant à cette ouverture du Conseil de Sécurité à l'Afrique s'avère être probablement un élément essentiel des rapports entre les acteurs de Pretoria et Paris qui, dans ce sens, doit affirmer tout son poids sur la scène malgache.

La France a-t-elle intérêt à la montée en puissance d'un groupe panafricain dans la région ? Oui, probablement, sur le plan de la stabilité économique, enjeu fondamental qui a largement eu sa place lors du sommet de Nice. Non probablement, sur le plan géopolitique : le jeu du clientélisme et des alliances est tout de même plus facile à jouer face à des états isolés, que face à un front uni et solidaire.

Les autres acteurs, jouent leur propre jeu. L'Europe s'accroche depuis le début de la crise au sacro-saint principe de constitutionnalité et à un principe de conditionnalité démocratique (que la France cherche à remettre en question), s'appuyant sur les accords de Cotonou, position relayée par l'activisme de l'opposition de la Diaspora malgache. Mais au-delà du principe, il importe aux acteurs européens, contraints par la prépondérance de la France sur la région, de ne pas laisser Paris imposer unilatéralement sa vision de la situation et sa main mise sur la région Océan Indien. Mais au bout du compte, les oppositions de points de vue, ne sont qu'arguments de tractations diplomatiques dans les jeux de pouvoir entre européens. Ainsi va la géopolitique.

Dans ce jeu d'échec à l'échelle mondiale, le pays et le peuple malgache importent peu. C'est rageant à imaginer, mais il en est ainsi. Et la situation perdurera au gré des tractations entre les grands, qui ne sont pas plus empressés que cela à la résolution de la crise, si celle-ci leur permet de servir leurs propres stratégies. Les acteurs malgaches ne sont probablement que des pions dans cette partie.

Si on admet par ailleurs, sur l'échiquier, que les enjeux économiques ne sont pas des moindres, on a de moins en moins de raisons de croire au désintéressement absolu et « affectif » de la France quant à la Grande Ile.

Des enjeux économiques : un potentiel minier alléchant ...

La réalité de l'intérêt économique que représente Madagascar est elle avérée ? Au premier chef, oui parce que les potentialités minières de l'Ile sur lesquelles se sont fondées des opérations d'investissements majeures impliquant les plus grandes puissances économiques, sont faramineuses. Ces investissements ont ainsi vu la Chine assurer la survie financière d'un gouvernement asphyxié par l'interruption de l'aide internationale, à travers l'injection de fonds du Consortium Wisco ²⁹, (Wuhan Iron and Steel Corporation Limited, producteur d'acier chinois, qui investit massivement en projets miniers : Canada, Venezuela, Liberia), pour l'exploitation des gisements de fer de l'ouest malgache.

On n'épiloguera pas sur l'exploitation massive et la spoliation des ressources forestières en bois précieux. On ne reviendra pas sur les projets de vendre l'eau du fleuve Faraony aux Saoudiens³⁰. On n'épiloguera pas non plus sur la capacité agricole du pays avec une surface agricole potentielle estimée à 36 millions d'ha, surfaces que le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) estime exploitées à moins de 10%. Ces chiffres, qui prêtent toutefois à contestation, ont étayé le dossier Daewoo assassin et assassiné par manque de transparence. On se demandera aussi pourquoi les scandales Daewoo et Varun ont été levés (et il n'est pas question de les défendre ici), quand peu sont ceux qui remettent en question les superficies concernées par les projets miniers du moins après le coup d'Etat et leurs enjeux

29 « Le projet d'exploitation du fer de Soalala, par le Consortium chinois Wisco est actuellement en phase de mise en oeuvre. C'est ce que l'on apprend, en tout cas, de source auprès du ministère des Mines. Joint au téléphone, un responsable de ce département nous a déclaré hier que le dossier avance bien. [...] le projet Soalala est bel et bien lancé depuis que Wisco avait versé les 100 millions de dollars, à titre de droit de mise à disposition de la licence d'exploitation, à la Banque Centrale. Un versement qui, rappelons-le, sauve le régime transitoire en matière de recettes budgétaires. En effet, grâce à cette manne venue de la Chine, le ministère des Finances et du Budget a pu introduire dans les caisses de l'Etat, un peu moins de 217 milliards Ar de recettes non fiscales. Ce qui représente pratiquement 80% des recettes non fiscales au cours du premier semestre » - 30 Aout 2010. Midi Madagascar cité par AllAfrica.com

30 « Le ministre de la Haute autorité de Transition (HAT) en charge de l'Eau et de l'Assainissement, Nirhy Lanto Andriamahazo annonce que le fleuve Faraony dans le sud Est, à Manakara, va ravitailler l'Arabie Saoudite en eau » - Madagascar Tribune. 20 Juin 2009.

environnementaux. Bizarreries de la politique et de la manipulation de l'information. Il est vrai que le potentiel minier de l'île engage des enjeux financiers sans commune mesure avec la sauvegarde des intérêts des paysans qu'il s'agissait prétendument de défendre. Il reste que l'île dite Rouge, bien que n'ayant pas encore atteint l'auto-suffisance, est vue comme le grenier potentiel de l'Océan Indien.

Mais on démontrera un jour le montant des investissements en prospection et en infrastructures engagés jusque là. Ils sont venus, ils sont tous là, même ceux du Sud de l'Australie ³¹...

Le développement de la Chine et des pays émergents a tiré vers le haut les cours mondiaux de l'ensemble des matières premières nécessaires à leur développement. De fait les importantes ressources minières de Madagascar ont attisé les convoitises de toutes les grandes nations industrielles et de la Chine en premier lieu ... et attiré les investisseurs... pour les multiples ressources que l'on énumère ci après.

Nickel et Cobalt, ³³

Ces minéraux, dont Madagascar représente aujourd'hui, à travers le concessionnaire Sherritt, respectivement 5% et 10% de la production mondiale, ont connu en un an une hausse de 66% et 36% de leurs cours. Bagatelle me direz vous. A-t-on besoin de se battre pour cela ?

Ilménite et Bauxite ³³

Le métal de titane, transformation de l'ilménite, a vu de même en un an une hausse de + 57%. Les 750 000 tonnes /an d'ilménite qui seront produite par QMM Rio Tinto représentent 10% de la production mondiale. Les Chinois sur la côte Est, et les Sud africains au Nord de Tuléar ont lancé ou négocient des projets d'exploitation de ce minerai. La mise en exploitation d'autres gisements d'ilménite le long de la côte Est, entre Mananjary et Fénéry ont fait l'objet d'appels d'offres. Le projet Ticcor des Sud Africains laissait, lui, envisager la production de 500 000 tonnes/an d'ilménite.

31 « [...] un autre projet minier de premier plan va être lancé sur la Grande Île : l'exploitation du fer de Soalala, dans les régions de Boeny et de Melaky. [...] le Bureau du cadastre minier de Madagascar (BCMM) a lancé un appel d'offres en avril pour le projet. Vingt et une sociétés ont été présélectionnées [...] : Cline Mining Corp. (Canada, en partenariat avec Mitsui), Demir Export AS (Turquie), Diamonds Fields International Ltd (Canada), DMC Mining Ltd (Australie), Essar Steel Holding Ltd (Maurice), Gimpex Ltd (Inde), Hong Kong Wisco Guanxin Kam Wah Resources, Kylin International Corp. Ltd (Chine), MadModSa Alloys (Afrique du Sud), Midwest Holding Ltd (île de Man), Osho Ventures Madagascar SARL, Posco Steel Service & Steel Co. Ltd (Corée du Sud), Hebei Puyang Iron & Steel Co. Ltd (Ambatobe), Sojitz Corp. (Japon), Strike Resources Ltd (Perth), Sumitomo Corp. (Chome Chuo-Ku, Japon), Tata Group/Tata Afrique Holdings SA (Pty) Ltd (Johannesburg), Tau Capital Corp. (Ontario), Vale do Rio Doce South Africa (Pty) Ltd, Vanga Resources (Suisse), Vedanta Resources Plc & Sesa Goa Ltd (Inde), Sesa Ghor (Mumbai, Inde) » - Lettre de l'Océan Indien / Africa Mining Intelligence. N° 195 21/01/2009

L'aluminium, lui, a augmenté de 71%. Est il alors surprenant que Rio Tinto s'intéresse dans le Sud aux ressources en bauxite à proximité des gisements qu'ils exploitent. Mais au fait, où sont donc les compagnies françaises ?

*L'uranium*³³

L'explosion de la demande en énergie nucléaire laisse craindre à terme une pénurie des ressources en uranium. Là aussi, Britanniques, Canadiens, Australiens et leurs compagnies minières (ALM & Forex et ClineMining Corp, Pencari Mining Corp, Haddington, Uranium Star) ont lancé des campagnes d'exploration dans l'Ouest, le Centre et le Sud. Alors que « *Depuis 2001, le prix spot de l' U3O8 (yellow cake) est en progression constante, Il a ainsi augmenté de plus de 300 % en moins de cinq années. Cette hausse n'est donc pas conjoncturelle et elle a de forte chance de perdurer.* »³²

*Le charbon*³³

Les besoins sidérurgiques de la Chine et des pays émergents ont de la même manière provoqué une envolée des cours du charbon qui ont pris 200% entre 2005 et 2008. Ainsi, le gisement de la Sakoa « *exploité dans la seconde moitié du siècle dernier, puis délaissé en raison d'une rentabilité insuffisante, voit son intérêt renouvelé* »³³. Les réserves en charbon de la Sakoa sont à ce jour estimées à plus de 100 millions de tonnes en hypothèse basse et jusqu'à 1 Md de tonnes en hypothèse haute !!! Le groupe australien Straits (coté à Singapour) à travers Red Island Mineral et Madagascar Consolidated Mining dispose d'un champ d'exploitation de 800km² sur la zone. De Français ici, point ...

*Le fer*³³

Le gisement de fer de Soalala dont les réserves sont estimées à 562 Mt pour une production à ciel ouvert de près de 3,5 Mt annuelles intéresse bien évidemment les entreprises de la région asiatique, première productrice d'acier et dont les besoins continuent de croître ...

Et le reste ...Sans oublier le pétrole

Nous ne nous étendrons pas sur les ressources et les potentiels réels en or, les potentiels diamantifères, les ressources en pierres précieuses et semi-précieuses, ou en chromite et autres graphite, mais est il besoin de parler EN PLUS du pétrole qui demeure la ressource

32 Bergenza : L'uranium et l'industrie du nucléaire dans le monde. Situation actuelle et perspectives

33 Voir à ce sujet : Madagascar, l'essentiel d'un marché » –Service économique de l'Ambassade de France – Ubifrance 2010

éminemment stratégique des décennies à venir ? Les sables bitumineux et les huiles lourdes ne sont rentables qu'avec un cours du brut autour de 100 dollars le baril, mais les 16 milliards de barils estimés en réserve on shore sur Bemolanga (plus vaste gisement de grès bitumineux inexploité au monde) ont certainement posé des enjeux de pérennisation de la ressource. Ce sont ces enjeux qui ont poussé Total à acquérir 60% du contrat d'exploration de Bemolanga. Selon Afrique Energy Intelligence il a fallu, pour la conclusion de ce contrat, une intervention du président Sarkozy lui-même qui en aurait négocié en avril 2008 le dossier avec Ravalomanana. Ce dernier préférerait en effet une solution en faveur des Chinois de la China National Petroleum Corp. Mais les rancœurs entre l'administration française et le président Ravalomanana ne se sont pas éteintes pour autant³⁴.

Et bien évidemment, derrière les énormes infrastructures à bâtir et les besoins de logistique, les intérêts des géants français du BTP (Colas) et du transport (Bolloré), ne sont probablement pas très loin.

Au-delà des potentiels pétroliers on shore de Madagascar, les potentialités offshore font l'objet de convoitises que l'on lit derrière les blocs de prospection négociés du Sud au Nord de l'île. Or, il s'avère que les zones d'exclusivité économique des îles éparses, qui sont strictement accolées à la ZEE malgache et aux zones de prospection, recèlent aussi potentiellement des ressources pétrolières. Sur Juan de Nova, possession française, deux concessions de prospection aux sociétés Marex Petroleum Corporation et Roc Oil Compagny Ltd, ont été accordées (arrêté du 22/12/2008 du ministère français de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire) pour des montants d'engagement de 47 millions de \$.

Dans ce sens les propos d'Anne Lauvergeon, présidente d'Areva au cours des débats du livre Blanc de la défense et la sécurité de 2008 sont éclairants :

« Dans le domaine des matières premières stratégiques, nous sommes le deuxième ou troisième producteur d'uranium au monde. Je trouve, et cela concerne d'ailleurs toutes les

34 « C'est la chancelière allemande Angela Merkel qui, durant une visite officielle du président malgache Marc Ravalomanana à Berlin en avril, a joué le rôle d'intermédiaire entre les deux chefs d'Etat. Ravalomanana a été reçu à Paris le 12 avril par Sarkozy, sans que cela ait été prévu originellement par l'agenda. Ils ont ainsi pu évoquer, entre autres dossiers, celui de Total à Madagascar. Ravalomanana au tropisme anglo-saxon [...] fait preuve d'une volonté personnelle de ne pas renforcer les acquisitions des compagnies françaises dans l'île même si son pays est, par ailleurs, candidat pour accueillir le sommet de la francophonie en 2010. Ravalomanana n'a jamais soutenu le projet de Total, militant plutôt pour les Chinois de la China National Petroleum Corp. Après avoir convenu pendant l'été avec Sarkozy qu'il mettrait de la bonne volonté pour la résolution de ce dossier, Ravalomanana a exigé du groupe que son PDG, Christophe de Margerie, vienne signer en personne le contrat, ce que ce dernier n'a pas accepté. Margerie a donc délégué à Antananarivo, comme à l'accoutumé, le directeur E&P du groupe, Yves-Louis Darricarrère. Ravalomanana a ensuite décidé de ne pas assister à la signature officielle du contrat afin de montrer son mécontentement ». Lettre de l'Océan Indien / Africa Energy Intelligence. N° 590 du 15/10/2008

matières premières, qu'il existe un énorme décalage stratégique entre l'Europe et le reste du monde. Il n'est qu'à voir l'activité ou l'activisme en Afrique de groupes brésiliens, américains, canadiens... Il reste deux groupes miniers français, Eramet dans le nickel et le manganèse et AREVA dans l'uranium et un peu dans l'or.

Nous voyons le décalage dans la façon dont les gouvernements de ces différentes compagnies minières les supportent, les poussent et les accompagnent par rapport à ce qui se passe en Europe et en France. Je fais partie des pessimistes dynamiques. Je trouve que nous sommes dans le domaine des matières premières stratégiques dans la même situation où nous étions pour l'énergie cinq ans auparavant. À cette époque-là, très peu de gens étaient convaincus que la question de l'énergie était essentielle. Aujourd'hui, tout le monde l'est. Nous sommes dans la situation d'il y a cinq ans pour les matières premières stratégiques, et il faut bien comprendre que le reste du monde ne l'est pas du tout. Je crains que nous devions faire face lorsque nous nous réveillerons, à une consolidation extraordinaire des grands groupes miniers mondiaux, et à des capacités financières incroyables puisque nous assistons à l'absorption des transformateurs par les groupes miniers. Le mouvement Rio Tinto-Alcan est ainsi remarquable. À partir d'une partie des groupes miniers, l'industrie va se retrouver consolidée. Nous sommes au coeur d'une évolution extrêmement importante et qui n'est pas du tout analysée en Europe. Je crains que nous nous réveillions avec des conséquences fortes sur le tissu industriel et sur les coûts. Aujourd'hui pour les centrales à gaz, à charbon et nucléaires, les coûts ont augmenté, du fait de l'augmentation des prix des matières premières, de 35 % en dix-huit mois. Une fois encore, je trouve que cette dimension n'est ni très perçue ni très prise en compte.

*(Les matières stratégiques) sont extrêmement variées. Il s'agit de tout ce que vous mettez dans l'acier, du charbon, du fer, du manganèse, du nickel, du chrome, du cuivre. Tout ce qui était encore considéré il y a huit ans comme des « commodities » sans intérêt. Aujourd'hui nous assistons à un « kriegspiel » mondial d'accès aux réserves. Concernant les permis miniers et les concessions, nous nous inscrivons toujours dans le long terme. Ces éléments donnés, vendus ou partagés par les pays, ne sont pas forcément réversibles. Cette course mondiale est particulièrement active en Amérique Latine, en Afrique et sur les marges de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, de la Mongolie. Nous ne sommes que deux groupes français dans cette course, et cela ne suscite que de l'indifférence. Cela n'est pas considéré comme un sujet stratégique. Je pense pourtant que nous sommes devant un sujet aussi stratégique que l'énergie. **Nous devons éviter toute naïveté dans ces domaines.** »*

Nous devons éviter toute naïveté dans ces domaines. Tout n'est il pas dit ici ?

L'alibi de la présence française locale ...

Les flux d'échange entre Madagascar et la France ne représentent aujourd'hui qu'un millième des échanges français . Sur cet argument de relative faiblesse **immédiate** des flux en cause, d'aucuns, et au premier chef l'ambassadeur Chataignier lui-même, prétendent que seule la présence française locale justifie l'intérêt de la France pour Madagascar et qu'on prête de fait à tort de « sombres manigances à la diplomatie française ».

On prendra tout de même en compte que si la France reste le 1er client à l'exportation de Madagascar, elle a perdu sa place de premier fournisseur désormais occupée par la Chine³⁵. Contrairement à cette dernière, la France n'a pas de fait tiré avantage de la hausse des importations malgaches (+26%) dues aux grands chantiers. Il y a là un évident manque à gagner pour les entreprises françaises ... et l'emploi des Français.

En pleine crise, « *Madagascar est prioritaire* » déclarait en commission parlementaire un député français quant au financement de l'Aide Publique au Développement française. Pour le plus grand nombre, y compris en métropole, les intérêts de la France à Madagascar sont essentiellement caractérisés par sa présence³⁶.

[...] On recense plus de 650 entreprises – dont 130 filiales et plus de 500 entreprises privées à capitaux français – et environ 25 000 ressortissants y compris les Franco-malgaches, ce qui en fait l'une des plus importantes communautés françaises à l'étranger.

Les implantations françaises locales résultats et les flux économiques à court ou moyen terme sont ils pourtant à la hauteur de l'énergie, de l'acharnement mis en œuvre par la diplomatie française pour contrôler la mise en place d'un pouvoir qui lui serait acquis ? Ces intérêts

35 « La France reste, de très loin, le premier pays client historique de Madagascar en absorbant 38% des exportations malgaches en 2008, avec même une légère tendance haussière au cours des dix dernières années.[...] La France détient 6,9% de parts des importations malgaches en 2008 (14,6% en 2007) ce qui la situe au troisième rang des pays fournisseurs, après la Chine (22,2% contre 16,7% en 2007)[...] qui s'adjuge la place de premier fournisseur grâce à la fourniture de grands équipements : pipeline de 220 km, moteurs et turbines pour centrale hydroélectrique, équipements pour centrale thermique, équipements ferroviaires, etc.

L'analyse des importations malgaches confirme un tropisme asiatique croissant, en ligne avec la tendance mondiale. Désormais, l'Asie de l'Est détient 34,8% des importations malgaches (25% en 2007), essentiellement en provenance du monde chinois (23,2% pour Chine, HK, Taiwan), ASEAN (6%), Japon-Corée du Sud (5,5%) ».- Mission économique Ambassade de France

36 Les intérêts français sont principalement dans les activités financières (Crédit Agricole-BNI, BFV-Société Générale, BNP-Paribas avec BMOI), distribution de produits pétroliers et énergie (Total, LP, Air Liquide, Rubisgaz/Vitogaz), BTP et immobilier (Colas, Sogea/Vinci, Guy Hoquet, Getim), transports et tourisme (Air France, Corsair/Nouvelles Frontières enregistrée comme filiale française malgré son actionnariat allemand, Accor avec un investisseur local, Caillé/Sicam, CMA-CGM, AGS, [...] ingénierie et études (Socotec, Sofreco, Sogreah, Brl), grande distribution (Casino, Weldom/Ravate). (4)

économiques étaient ils si importants pour que Madagascar fasse l'objet de jeux d'une telle violence ?

Au regard des potentialités minières évaluées précédemment, la réponse est aussi dans les propos du Ministre de la Coopération Alain Joyandet. Se posant en véritable ministre du commerce extérieur délégué à l'Afrique, il déclarait en Mai 2008 : « l'implantation des entreprises françaises en Afrique est l'une de mes priorités(...) Je veux accentuer la politique d'influence de la France sur le plan économique. C'est une erreur stratégique majeure de ne pas développer cet axe alors même que le continent Africain est en train de se développer » ... « Il ne faut pas qu'on se fasse prendre notre place par des puissances émergentes (...). Il faut renforcer l'influence de la France, ses parts de marché, ses entreprises. » (source Samuel Foutoyet : « Nicolas Sarkozy ou la françafrique décomplexée »)

Dans ce registre les observateurs attentifs auront pris note d'une manifestation organisée par UBIFRANCE à Paris le 4 février 2010. Ce petit déjeuner débat, tenu autour notamment de Jean Marc Chataignier (Ambassadeur de France) et de Lionel Levha (Directeur général, Total Exploration Production Madagascar) pour la promotion de Madagascar auprès des investisseurs, présentait ainsi son objet :

[...] Ce petit déjeuner permettra de faire un point de situation (calendrier politique, prévisions macro-économiques, environnement des affaires) et d'étudier les secteurs qui peuvent se développer dans ce contexte avec deux éclairages particuliers sur l'environnement des grands projets miniers (implantations, développements, besoins) et sur les entreprises des secteurs de l'informatique et des services liés, au moment de l'arrivée de l'internet à haut débit. [...]

Là encore, les choses sont dites.

Dans ce jeu de cartes, le politique français s'est donc constituée une main avec des cartes aux couleurs d'enjeux géostratégiques, des cartes aux couleurs d'enjeux économiques long terme, à côté de celles de la préservation de cette importante communauté française, à côté de celles aux couleurs des entrepreneurs localement installés, à côté de celles qui offrent à Madagascar un marché pour les entreprises réunionnaises dans un contexte de développement régional, à côté de celles d'enjeux culturels qui voient Madagascar à l'horizon 2050 du fait de sa démographie devenir le premier pays de la francophonie (référence) au regard de la sauvegarde et du rayonnement de la dite Francophonie ...

Aucune de ces cartes ne peut être sacrifiée par un jeu d'impasse ... Elles feront toutes l'objet de jeux d'influence de la politique française ... Certains y voient encore la main d'une certaine Françafrique...

Vous avez dit Françafrique ?

L'argument de la Françafrique, image d'une France jalouse de son ancien empire colonial, s'il peut satisfaire les « damnés » du néo-colonialisme en mal de légitimité d'une construction intellectuelle et politique, peut-il résister à une analyse poussée ?

En fait, depuis la chute du mur de Berlin qui a bouleversé les équilibres mondiaux, depuis le 11 septembre avec l'érection des USA en gendarmes de la planète, et depuis la montée en puissance sur le continent africain des pays émergents Inde Russie et, au premier chef, la Chine qui inquiète particulièrement pour son agressivité économique sur le territoire Africain³⁷, la France semble avoir perdu la plus grande part de son pré carré en Afrique. La crise en Côte d'Ivoire de 2004 en a été l'expression ultime. On y a vu la France se retirer de manière humiliante et affronter l'hostilité des africains de sa vitrine ivoirienne qu'elle croyait jusque là ses amis. Quoi qu'on en dise et quoi qu'on en pense, la Françafrique de Foccart « *écheveau de liens occultes, privés et publics, entre une majorité de régimes africains dits francophones et le parrain français, caractéristique, de la Ve République* », est morte (1), d'autant que ses réseaux et supports (Bongo) ont désormais disparu. A l'ère chiraquienne, la politique française en Afrique empêtrée dans ses contradictions, dans ses scandales (Elf, Angolagate, ...), dans son clientélisme et dans ses erreurs dramatiques et ses fautes d'analyse (Rwanda) s'est cherchée sans se trouver, enferrée dans ses anachronismes et son passé colonial. Elle y a aussi perdu ses positions pétrolières au bénéfice des américains et des chinois, alors que le pétrole africain place le continent au cœur des enjeux stratégiques et énergétiques du XXIème siècle.

37 « Piloté par Michel de Bonnecorse, ancien conseiller Afrique de l'Elysée, un rapport du Conseil des affaires étrangères (Quai d'Orsay) redéfinit "Les intérêts économiques français face à l'irruption de nouveaux acteurs en Afrique".

"Très appréciée des dirigeants Africains pour l'absence de conditionnalité politique et le volume ainsi que la panoplie des instruments financiers", l'aide chinoise à l'Afrique, de l'ordre de 10 milliards \$, est liée à 70%. Premier fournisseur en Afrique subsaharienne (11%) devant la France, la Chine est aujourd'hui son troisième *partenaire* commercial. En trois ans, Pékin a rogné 1,5 point de parts de marché à la France et 1 point au Royaume-Uni, alors que l'Allemagne est en légère progression et les autres pays émergents en forte augmentation (+1,8 pour le Brésil et +1 pour l'Inde). L'empire du Milieu remporte des contrats au détriment des opérateurs français dans tous les secteurs d'activité, y compris la santé (médicaments génériques au Kenya et à Madagascar). Les deux secteurs où les intérêts français sont les plus menacés sont le BTP et les télécoms : "En Angola, une ligne de crédit chinoise de 5 milliards \$ devrait ôter toutes les chances de la France pour la construction de l'aéroport et de 3 000 km de voie ferrée". Paris conserverait cependant quelques bastions grâce à Total, GDF, Eramet et Areva (manganèse et uranium), sans même parler de la distribution des produits chinois en Afrique par des sociétés comme CFAO (filiale du groupe PPR) » – Lettre de l'Océan Indien N° 534 - 07/02/08 – «AFRIQUE/CHINE - Quel impact sur les intérêts français»

L'idée de ne voir en Madagascar qu'une partie de la chasse gardée de l'ancienne puissance colonisatrice paraîtra de fait dépassée si on se tient à la vision originale d'une Françafrique bâtie sur des rapports émaillés de coups bas, de barbouzeries, d'assassinats, de corruption, de détournement, de financements occultes, de pillage des ressources et de jeux politiques pervertis par des relations personnelles entre chefs d'Etat français et africains.

Sur le plateau des approvisionnements français en pétrole ou en uranium, Madagascar, ne représente ni la manne du Gabon ou du Congo, ni celle du Niger. Elf-Total ou Areva, soutenus par la puissance publique française, ont bien tiré de leurs exploitations les moyens financiers, suffisants pour dicter leur jeu aux dirigeants africains de ces pays, et assurer la nécessaire sauvegarde de leurs intérêts. La Françafrique avait des moyens. Les a-t-elle encore aujourd'hui ? Rien n'est moins sûr quand les logiques de restrictions budgétaires de la République lui font faire économie de tout bois.

La présence de conseillers militaires français, affichée le 26 Juin aux cotés de Rajoelina, relevait des accords cadre de 2006 passés avec le gouvernement Ravalomanana. Elle a toujours été une composante des relations de partenariat et de coopération technique entre Paris et Antananarivo. Mais, de fait, à Madagascar, de coups bas et barbouzeries ou d'assassinats, il n'en a pas été, heureusement, question. Quant à la corruption qui aurait vu des valises d'argent transiter de Madagascar vers la France et de Paris vers Antananarivo à coups de rétro commissions, les montants en jeu, les flux de valeur entre Tana et Paris sont bien faibles au regard des milliards en circulation au Gabon, au Congo ou au Niger. Total, que l'on tente d'incriminer sur la thèse de la Françafrique à Madagascar, n'avait ainsi pas d'intérêts à intervenir de manière **radicale** alors même que le contrat de prospection Bemolanga passé avec l'Etat malgache était établi. Que faute de confiance, Total ait apprécié avoir un interlocuteur plus francophile qui lui serait à long terme plus favorable, est une hypothèse. Mais il ne s'agit là que d'une conjecture.

Ne voir QUE la main d'une Françafrique affaiblie dans les événements de Madagascar relève d'une analyse simpliste qui obère la prise en compte de la complexité et de l'ambiguïté de la position française.

Cette image d'une France jalouse de son ancien empire colonial, s'il a pu satisfaire les « damnés » du néo-colonialisme en mal de légitimité d'une construction intellectuelle et politique, ne semble ainsi pas satisfaire une analyse poussée.

Françafrique ou Lobbyistes ? Monsieur Robert Bourgi et les autres.

Toutefois, il reste que les anciens réseaux de la Françafrique sont là qui se lisent derrière l'activité de deux acteurs : Le premier est Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée qui a repris le rôle de Jacques Foccart dans le même poste et dans le premier cercle du pouvoir français. Le second est Robert Bourgi, avocat d'affaires, factotum de l'Elysée en Afrique, ami et intermédiaire affiché des dirigeants africains. La relation des ces deux acteurs est certaine, d'autant qu'elle se fonde sur la proximité respective de chacun d'eux avec le président français Nicolas Sarkozy.

Guéant reçoit ainsi à Paris le 19 Mai, le sulfureux conseiller franco-malgache de Andry Rajoelina, Patrick Leloup, personnage expulsé au début de 2009 par Ravalomanana qui le soupçonnait de comploter au profit du TGV. Leloup avait accompagné Andry Rajoelina à Tripoli pour rencontrer Khadafi, sur une initiative largement appuyée par Claude Guéant. A quoi rimait cette rencontre ? Debriefing ? Coaching ? Robert Bourgi assistait à cette rencontre. Mais ces rencontres, postérieures au coup d'Etat, ne relèveraient dira-t-on, que de l'intérêt naturel de la diplomatie Française pour une résolution de la crise malgache. Mais de cohérence et de cohésion avec la Communauté Internationale qui prône un boycott du pouvoir en place, il n'est point question. Sur la crise, la position de la France reste extrêmement ambiguë. On condamne du bout des lèvres, mais on soutient, on pilote, on conseille, on guide le pouvoir de la HAT.

Le personnage de Bourgi est toutefois plus équivoque. Héritier des réseaux Foccart, alors que ce dernier était un homme d'appareil d'Etat profondément attaché à la République, Robert Bourgi est avant tout cet avocat d'affaires soucieux de son image, de son pouvoir et de son importance dans cette intermédiation caractérisée par une inversion des rapports de force entre les dirigeants africains et Paris. Il se targuera ainsi d'avoir participé à l'éviction de Jean Marie Bockel à la demande pressante de Laurent Gbagbo.

Est-ce le Bourgi, l'avocat d'affaires représentant de Imperial Tobacco, l'ancien employeur du ministre des finances Benja Razfimahaleo, qui a rencontré Rajoelina le 7 Avril 2010 à Antananarivo ? Ou bien est ce le Bourgi, missi dominici, de l'Elysée, qui a participé à un entretien, le 4 du même mois, entre Guéant et Ny Hasina Andriamanjato.

S'affichant dans la tribune officielle du défilé militaire du 26 juin à Mahamasina, dans une assemblée désertée par les représentations étrangères, Bourgi était à l'occasion accompagné de deux confrères, avocats : Philippe Leclerc, de la société d'ingénierie financière Orizon Finance, et Ann-Philippe de La Giraudière. Ce sont eux qui accompagneront Andry Rajoelina

lors de son voyage à Tripoli. Ce sont ceux là qui ont conseillé à la HAT de se lancer dans une opération Référendum. Ce sont ceux là aussi qui s'emploient à relancer le projet Intertek de contrôle et de taxation à l'origine des importations malgaches qui met en place une scandaleuse pompe financière. Ce sont toujours ceux là qui proposent le projet contreversé, autre pompe financière, de frontal de sur taxation des appels téléphoniques internationaux entrants IEG³⁸. C'est enfin toujours le même Ann-Philippe de La Giraudière qui a assuré la défense et la libération de Natacha Barday, épouse de cet homme d'affaires expulsé par Marc Ravalomanana, et depuis revenu au pays.

Une partie de la boucle se dessine-t-elle là, dans ces relations et réseaux d'affaires et d'affairisme qui se croisent et s'entrecroisent et se dévoilent ici, dans cette relation de personnes et d'entreprises mêlée de politique. Alors Françafrique ? Ca en a un peu la couleur, ça en a un peu l'odeur (sulfureuse), ça en a un peu les acteurs. Mais ça n'en a pas la dimension : là où la corruption à grande échelle du monde politique français, le pillage famineux et l'enrichissement démentiel des chefs d'Etat caractérisaient la Françafrique des « grandes » années d'ELF, on n'a probablement ici que de la diplomatie et de l'affairisme à la petite semaine qui sert les intérêts d'une oligarchie locale et prédatrice. Et monsieur Bourgi s'implique-t-il sur le dossier malgache au titre d'homme lige de la politique française, ou bien y voit il l'opportunité économique personnelle de pallier le manque à gagner de la disparition de Bongo ?

De la même manière, les interventions de personnalités politiques dans cette crise telles que Jean François Mancel, faire valoir de Joyandet à l'assemblée³⁹ et cornac de Rajoelina auprès

38 « Philippe Leclerc de la société française Orizon Finance est le promoteur d'au moins deux projets controversés : l'octroi à la société britannique Intertek d'un contrat pour le contrôle pré-embarquement des importations malgaches, ainsi que l'attribution à la firme Vocalpad d'Hassan Ghandour d'une autorisation pour installer et gérer une "passerelle internationale unique", qui servira à surveiller et taxer les appels téléphoniques internationaux. Ces deux initiatives sont vivement combattues : la première par les importateurs et la seconde par les opérateurs téléphoniques (Telma, Airtel et Orange) » - TGV cherche des financements à tout va - - La Lettre de l'Océan Indien N° 1300 - 08/01/2011.

39 JF Mancel s'avance ainsi à déclarer de manière pour le moins partisane: « L'ancien président, Marc Ravalomanana, qui a dû prendre la fuite sous la pression de la population malgache à la suite des exactions qu'il avait commises, a quitté l'île et une haute autorité de transition a été mise en place, présidée par le maire de Tananarive, Andry Rajoelina. La communauté internationale a considéré que ce pouvoir n'avait pas suffisamment de légitimité démocratique et elle a suspendu les aides financières attribuées à Madagascar. La France quant à elle a maintenu son aide publique bilatérale - le fait mérite d'être souligné.

Depuis, la communauté internationale a imposé à Madagascar et au président de la haute autorité une série de conditions très lourdes à remplir: organiser une réunion de concertation avec les anciens présidents de Madagascar, accepter de changer la composition de son gouvernement pour y représenter les différentes mouvances politiques du pays, fixer rapidement des dates d'élection. Le président Rajoelina, très courageusement, a décidé, prenant en considération l'intérêt supérieur de son pays, d'accepter ces conditions et est prêt à signer un accord. Mais, depuis, l'ex-président Ravalomanana cherche, par tous les moyens, à en empêcher la signature, retardant du même coup la reprise des aides financières.

Je souhaiterais, donc, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous nous disiez, compte tenu de l'amitié qui nous lie à Madagascar et de l'importante communauté française et franco-malgache qui réside là-bas ou en France, ce que

de groupes de parlementaires ⁴⁰ et de sénateurs (voir dates) ne relèvent probablement que d'initiatives individuelles reflètes de relations interpersonnelles. Jean François Mancel en 1999 a invité et reçu pendant une semaine à Beauvais l'ancien Premier Ministre M Norbert Ratsirahonana⁴¹, aujourd'hui tête pensante et stratège de la HAT, lequel entretenait des ambitions électorales à l'époque, dans le cadre de « projets », de coopération entre le département de l'Oise et la province de Tananarive. La relation privilégiée qu'il entretient depuis avec le pouvoir en place a probablement été initialisée là.

Les ratés de la diplomatie française.

Ainsi, pour la France, Madagascar ne peut donc pas être livrée à une puissance ou un pouvoir qui pourraient remettre en question ses intérêts et sa stratégie.

La France a intérêt à l'existence d'un pouvoir stable ET LEGITIME. Toutefois, avoir estimé que les « capacités » et compétences des gouvernants mis en place par un putsch répondaient à ce souci de stabilité et de légitimité, a été une grossière erreur. C'était là une bévue d'analystes qui de leurs laboratoires en stratégie théorique, comme en 2002, comme en Côte d'Ivoire en 2004, pour ne citer que ces deux cas parmi d'autres malheureusement plus fréquents, se sont fourvoyés dans leur évaluation des forces endogènes et exogènes en présence.

Les incohérences et erreurs d'analyse de la diplomatie et de la politique étrangère française ne doivent pas nous surprendre. Croire à une diplomatie de la France qui ne serait « qu'une seule main » est une vue de l'esprit. La politique africaine de la France a de longue date été duale : du temps de la Françafrique les cellules élyséennes successives ont toujours été des états dans l'Etat en rivalité avec la diplomatie et les réseaux d'affaires. A l'identique aujourd'hui, coincé entre les initiatives d'un Jean David Levitte, de Parant, et le cavalier seul de Claude Guéant, maîtres avec Nicolas Sarkozy de la politique étrangère française, le quai d'Orsay de Bernard Kouchner s'est retrouvé bien désarmé. Les guerres de pouvoir et les conflits d'ambition entre les acteurs du 1^{er} cercle élyséen qui veulent « co-écrire l'histoire et influencer sur les

compte faire notre pays pour précipiter la signature de cet accord » - Jean François Mancel / Assemblée Nationale. 28/10/2009

40 Jean Faure, président du Groupe Amitié France Madagascar du Sénat, avait refusé de recevoir officiellement le président de la HAT. C'est une petite partie du groupe en question qui aura reçu Andry Rajoelina. Mais de retour de cette rencontre point : ni déclaration officielle, ni avis communiqué commun.

41 L'AXE BEAUVAIS-ANTANANARIVO – La Lettre de l'Océan Indien - N° 854 - 17/04/1999

événements »⁴², ne laissent que peu de place à une diplomatie efficace et à une prise en compte pertinente des réalités politiques et sociales du pays.

Lors de la révolution dite de jasmin, le tollé soulevé par la prise position de Michèle Alliot Marie, ministre des affaires étrangères étrangère aux affaires, qui proposait une assistance technique aux forces de l'ordre du régime Ben Ali, interpelle. En se référant à la position de la diplomatie française quant à la situation politique à Madagascar, la question vient à l'esprit : l'assistance technique militaire apportée par la France à Madagascar, qui continue de s'afficher depuis le 17 mars 2009, a-t-elle à un quelconque moment été remise en question ? En quoi, dans un cadre donné, cette assistance s'avère-t-elle honteuse quand, dans un autre cadre, aucun acteur de la vie politique de la France n'y trouve rien à redire ? Deux poids deux mesures ? Deux poids de mesure ?

Ils ont été nombreux, a contrario, de Sarkozy et à Eric Raoult à prendre de manière bien trop prompte, à contresens de l'histoire, à contresens de la réalité des situations sociales et politiques, mais aussi à contresens même des intérêts de la France, la défense d'un pouvoir rejeté par sa population. Ce sont les mêmes acteurs politiques qui couvrent de manière plus ou moins déguisée, mais pas moins malheureuse, le pouvoir de Rajoelina et de la clique au pouvoir à Madagascar. Parce qu'en l'occurrence, n'en doutons pas : si la HAT peine autant à asseoir son pouvoir, c'est parce qu'elle ne dispose toujours pas de l'assise populaire sur laquelle elle prétend avoir légitimé sa prise de pouvoir de 2009. La crise malgache perdure parce que le putsch n'a aucune légitimité auprès d'une opinion quelque part résignée mais non acquise. Et si la situation s'enlise depuis deux ans, c'est bien en raison de ce rejet porté par une opposition, certes incompétente et inconséquente, mais qui demeure bien présente.

Sur le plan de l'acte diplomatique, les deux situations, relèvent ainsi de logiques sensiblement identiques et ne reflètent qu'une seule et même chose : les errements d'une diplomatie française incapable de définir une ligne d'action cohérente. Les enjeux géopolitiques, stratégiques et économiques à défendre définissent bien évidemment les postures diplomatiques⁴³, les alliances et les revirements d'alliance. On sait de même les nécessaires méandres et louvoiements d'une politique étrangère : entre éthique, principes moraux, principes de non-ingérence, défense de la stabilité, jeux de realpolitik, crédibilisation pour préserver des relations futures, des marchés et des ressources sans se mettre à dos ni la communauté internationale ni son opinion publique, sans donner d'armes à son opposition : l'art des relations internationales est un exercice de gestion permanente de la complexité.

42 Le Point.fr - Publié le 07/01/2010 « La guerre des Elyséens »

43 L'inquiétude de la France vis-à-vis de l'influence croissante de la Chine sur la Grande Ile expliquent partiellement ses prises de position actuelles

Mais une diplomatie efficiente ne se laisserait pas ridiculement piéger de manière aussi grossière, et aussi déplorable à moyen terme en termes d'image.

Sur la crise tunisienne, cette diplomatie a là encore, comme à Madagascar en 2002, comme à Madagascar en 2009, manqué curieusement l'occasion de se montrer à l'écoute des sociétés tunisienne et malgache et de leurs aspirations. L'ambassadeur Chataignier, lors d'un échange privé en février 2010, niait même la réalité de l'opposition populaire à Rajoelina.

L'acte diplomatique se fonde a priori sur la qualité de l'information et de la veille qui doit permettre aux chancelleries de disposer de la photographie la plus nette et la plus précise possible à court, moyen et long terme des forces sociales et politiques en présence dans un pays. La pauvreté de la chaîne d'information de la diplomatie française, la faiblesse de son traitement caractérise probablement la faiblesse des moyens qui lui sont alloués. Le changement de paradigme qui a fait, depuis le 11 septembre, de la lutte contre l'intégrisme et le terrorisme islamiste la priorité des priorités pour l'occident, corrélé par des restrictions budgétaires a vu un redéploiement des moyens : priorité à la rationalisation des moyens et en particulier priorité à l'intelligence électronique au détriment du travail d'information et de veille de terrain, évidemment plus gourmands en ressources humaines. Les représentations françaises à l'étranger ne se sont elles pas vues peu à peu dépouillées de leur moyens d'intervention, culturels en particulier, qui mettaient au cœur de leur action l'établissement d'une relation serrée avec les sociétés civiles et la connaissance des tissus sociaux.

Masquées par des fausses images véhiculées par des lobbys économiques et des copinages entachés d'affairisme, bridées par un souci de ne pas froisser les pouvoirs dictatoriaux en place par des relations trop suivies avec les sociétés civiles, déformées par ces enjeux qui donnent priorité à l'économie et au court terme, les réalités politique et sociales souffrent ainsi, d'une méconnaissance voulue ou involontaire, et d'une perversion de la chaîne d'information et de fait de la chaîne de décision.

Echec d'une diplomatie sensée être au cœur de la connaissance d'un pays et des forces en présence.

En Conclusion

Les enjeux que représente Madagascar tant pour les grandes puissances occidentales que pour les puissances émergentes asiatiques, sont donc très forts. Ils sont à la mesure des formidables potentialités humaines, culturelles, minières, agricoles, forestières, halieutiques de la Grande Ile mais aussi à la mesure de sa situation géographique et culturelle, toutes raisons qui

caractérisent des enjeux géostratégiques et géopolitiques évidents. On ne se trompe probablement pas en affirmant que l'inventaire des positions et attitudes de l'ensemble de ces acteurs sur le continent Africain⁴⁴, concerne de fait au premier chef l'Ile Rouge. La Chine, en particulier, est l'incontournable acteur à prendre en compte dans la situation actuelle. Pragmatique, elle ne s'encombrera pas d'autres considérations que ses prises de positions économiques en termes de ressources et de marchés. Quel que soit le régime en place, sa puissance économique et financière lui permettra de s'accommoder de n'importe quel pouvoir. Il est probable qu'elle ait d'ailleurs joué toutes les cartes, et alimenté jusque là tous les « râteliers ». Quels que soient les acteurs en place, ils prendront de toutes façons ses sous. Ainsi, le dossier Soalala dont se gargarisait le pouvoir de la HAT était un dossier initialisé sous le gouvernement Ravalomanana.

Certains persistent affirmer de manière péremptoire « la France n'a rien à préserver ni à gagner à M/car ». Position curieuse ... Nostalgie coloniale ? Syndrome du missionnaire ?

Ne croyons toutefois pas que ce qui se passe actuellement relève de la seule nostalgie d'un empire perdu. Là aura peut être été la plus grande erreur de Ravalomanana : ne pas avoir pris la juste mesure de ces logiques, et d'avoir cru pouvoir jouer l'affrontement au lieu de négocier une saine, juste et équilibrée coopération.

La prise en compte des enjeux de la France s'avère essentielle. Parce que dans cette situation il ne sert à rien de chercher la confrontation. De la même manière il ne sert à rien de reporter sur des tiers et sur la France en particulier la responsabilité de la situation. Et même si on peut regretter que la politique, la diplomatie, la géopolitique ne laissent pas une plus grande part à la morale à l'éthique, il est en soi compréhensible que Paris joue la défense de ses intérêts. Mais c'est son cynisme qui est difficile à supporter. Par contre, que des individus ou des groupes malgaches se prêtent à ces jeux, pour leur plus grand profit, de manière prédatrice, indigne et collusive au détriment de l'intérêt de leur pays est éminemment plus choquant. La responsabilité de la crise nous incombe ainsi avant tout à nous même, nous les malgaches. Et cette crise relève de notre difficulté à mettre en place les moyens, les institutions et les hommes capables de porter de manière effective le développement économique, social et

44 « L'Afrique, continent riche en matières minières, en produits hydrocarbures et en terres agricoles, occupe une place centrale sur l'échiquier mondial. Dans cette zone considérée comme stratégique, nombreux sont les pays à avoir développé de véritables politiques d'influence afin de promouvoir leurs intérêts et de sécuriser leurs approvisionnements. De l'Asie, à l'Amérique Latine, en passant par la péninsule arabique, les États-Unis, la Russie ou l'Europe, une majorité d'acteurs est convaincue qu'il est indispensable et urgent de se tourner vers un continent qui constitue un véritable atout au plan politique et économique »- Dossier stratégique - L'Afrique, un partenaire stratégique ? - Par Amandine Gnanguénon, chargée d'études à l'Irsem (Institut de Recherches Stratégiques de l'Ecole Militaire) - <http://serveur.irsem.free.fr/newsletter/Lettre-Irsem-6-2010/article/6/>

politique du pays. Quant à notre relation avec la France, il nous faudra apprendre à négocier en préservant nos intérêts et faire comprendre à « Reny Malala ⁴⁵ » que certaines des cartes qu'elle joue sont mauvaises et qu'elle ne trouvera satisfaction à ses enjeux que dans une coopération réelle, respectueuse et non entachée de faux semblants. Au-delà de ces luttes et de nos colères, on ne doit pas se tromper dans nos choix : on sait ce qu'on aura de la France, on ne sait pas ce qu'on aura de la Chine ou de l'Inde qui, soyons en convaincus, ne s'encombreront certainement pas de scrupules, ni d'un quelconque attachement affectif et culturel tel celui qui nous lie à la France.

Un ami m'interrogeait : « le processus de décolonisation a-t-il préparé l'économie malgache à être indépendante, ou juste à rester le fournisseur de matières premières pour les autres ? » Quelque soit la réponse, nous devons nous débarrasser, nous, de notre passé colonial. Parce qu'au bout du compte, au regard de ces éléments, il est malheureux de constater que les malgaches eux-mêmes ne soient pas eux aussi conscients et fiers de l'énormité du potentiel de leur tanindrazana ... le discours est larmoyant : « nous sommes potentiellement riches mais nous restons pauvres » ... Mais il n'est pas là, le sentiment de fierté, d'orgueil et d'ambition, de responsabilité, de citoyenneté et de travail qui pourrait porter l'ensemble d'une nation malgache pour en faire véritablement, au vu de ses moyens, une VRAIE PUISSANCE.

Mais ceci est un autre débat

Patrick Rakotomalala (Lalâtiana Pitchboule)

Madagoravox.wordpress.com

⁴⁵ Reny Malala : « mère chérie », surnom donné à la France par les malgaches